

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 30 MARS 2017

SOMMAIRE

- 1) **Sarko aurait fait la même chose**
- 2) **La fin du PS**
- 3) **Valls le socialiste et progressiste de droite**
- 4) **J'en doute !**
- 5) **Cambadélis mène le PS à sa perte**
- 6) **« Et nous, on fait quoi ? »**
- 7) **La carte de l'union...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Valls vote Macron: l'épilogue d'un quinquennat qui a fracturé la gauche



François Hollande, Manuel Valls et Emmanuel Macron. © Reuters

En annonçant son soutien à Emmanuel Macron mercredi, l'ancien premier ministre a achevé l'entreprise d'explosion de la gauche et du PS, entamée dès le début du mandat de François Hollande.

Le spectacle est affligeant. Consternant, minable et petit, selon les mots lus et entendus mercredi dans la bouche des socialistes, après l'annonce du soutien de Manuel Valls à Emmanuel Macron. Il est aussi la conclusion logique d'un quinquennat qui a profondément fracturé la gauche, emmené par un président de la République qui a tourné le dos à une grande partie de la majorité qui l'a élu en 2012.

Le choix de l'ancien premier ministre était attendu depuis plusieurs jours. Il n'a jamais réellement accepté sa défaite à la primaire, le 29 janvier, et n'a cessé, depuis, de semer le doute, jusqu'à publier une tribune très critique à l'égard de Benoît Hamon, le jour de son grand meeting à Bercy. Mercredi matin, il a choisi le micro de RMC et BFM TV pour officialiser son ralliement à son ancien ministre de l'économie, Emmanuel Macron, qui avait pourtant pris le soin, mardi après-midi, de convoquer la presse pour se tenir à distance de soutiens trop encombrants (lire notre article).

Cet appel à voter Macron s'ajoute à ceux déjà exprimés par plusieurs parlementaires socialistes, tels que Richard Ferrand, Gérard Collomb ou Arnaud Leroy, impliqués de longue date dans la campagne d'En Marche, et ceux, plus récents, de ministres comme Jean-Yves Le Drian, Barbara Pompili ou Thierry Braillard. Manuel Valls est aussi le deuxième candidat à la primaire du PS et de ses satellites (après François de Rugy) à renier l'engagement pris devant les électeurs et la Haute autorité : celui de soutenir le vainqueur du scrutin.

Jamais, dans l'histoire du parti socialiste, un candidat à la présidentielle n'avait été autant trahi par les siens. En 2007, Ségolène Royal avait pourtant subi les foudres des « éléphants » – elle n'hésitait pas à s'en plaindre publiquement, et elle avait fait le choix de lancer un mouvement parallèle au PS, Désirs d'avenir. Aucun dirigeant socialiste (hormis Éric Besson) n'avait pourtant

annoncé qu'il voterait pour un autre candidat, alors qu'elle était, elle aussi, concurrencée par un candidat centriste, François Bayrou, aujourd'hui soutien de Macron. « Ça renâclait, mais là, ça n'a rien à voir en terme de violence », disait déjà la semaine dernière, après le ralliement de Le Drian, Gwenegan Bui, candidat aux législatives en Bretagne, et qui a connu les deux campagnes présidentielles. « Aujourd'hui des gens quittent le PS, il faut que toutes les conséquences en soient tirées », s'agace le directeur de campagne de Benoît Hamon, Mathieu Hanotin.



L'engagement signé de Manuel Valls lors de la primaire du PS

Jamais, *dans l'histoire du parti socialiste, un candidat à la présidentielle n'avait été autant trahi par les siens.* En 2007, Ségolène Royal avait pourtant subi les foudres des « éléphants » – elle n'hésitait pas à s'en plaindre publiquement, et elle avait fait le choix de lancer un mouvement parallèle au PS, Désirs d'avenir. Aucun dirigeant socialiste (hormis Éric Besson) n'avait pourtant annoncé qu'il voterait pour un autre candidat, alors qu'elle était, elle aussi, concurrencée par un candidat centriste, François Bayrou, aujourd'hui soutien de Macron. « Ça renâclait, mais là, ça n'a rien à voir en terme de violence », disait déjà la semaine dernière, après le ralliement de Le Drian, Gwenegan Bui, candidat aux législatives en Bretagne, et qui a connu les deux campagnes présidentielles. « Aujourd'hui des gens quittent le PS, il faut que toutes les conséquences en soient tirées », s'agace le directeur de campagne de Benoît Hamon, Mathieu Hanotin.

L'éclatement des soutiens socialistes à la présidentielle laisse aussi présager, sans doute, une explosion du parti issu d'Épinay. Personne ne peut aujourd'hui prédire les contours et les

conditions de cette implosion, ni son calendrier, ni même qui ramassera les restes de l'appareil – tout dépendra du résultat du premier tour de l'élection présidentielle, puis de ceux des législatives. Dans un parti d'élus et de collaborateurs d'élus, les scrutins pèsent d'un grand poids. Ce qui est certain, c'est que l'aile la plus à droite, celle de Manuel Valls, et l'aile gauche du PS, celle de Benoît Hamon, ne pourront que très difficilement cohabiter désormais au sein de la même formation.

Au-delà de l'anecdote d'une campagne décidément déstructurée, et de l'équation personnelle d'un Manuel Valls en manque de débouché politique, son choix vient finalement conclure logiquement le mandat de François Hollande : d'un certain point de vue, la campagne de Benoît Hamon et ces trahisons successives portent le bilan du quinquennat.

D'abord parce que Manuel Valls doit sa promotion et son ascension au chef de l'État. Alors qu'il n'avait recueilli que 5 % à la primaire de 2011, trois ans après avoir été menacé d'exclusion du PS par Martine Aubry, il est sorti peu à peu de son isolement politique grâce à François Hollande : en devenant son directeur de la communication pendant la campagne, puis son ministre de l'intérieur, puis son premier ministre. La promotion de Valls, et de sa ligne politique, s'est accompagnée d'un rétrécissement toujours plus marqué de la base politique, et donc sociale, du président.

Le PS a pourtant toujours vécu avec des sensibilités différentes en son sein, et la synthèse n'avait pas vocation à être l'étouffoir de ces divergences mais un compromis politique entre des acteurs convaincus d'un socle de valeurs communes. Mais dès son élection, François Hollande a refusé de nouer des alliances, même sur des textes ponctuels, avec les députés communistes.

Il a ensuite assumé d'écarter les écologistes, en choisissant Valls à Matignon, puis plusieurs sensibilités du PS, favorables à un rééquilibrage de la politique économique. Cinq mois après l'arrivée de Valls au poste de premier ministre, Arnaud Montebourg, Benoît Hamon et Aurélie Filippetti étaient sortis par celui avec qui ils pensaient avoir passé une alliance générationnelle. Pour rappel, le premier avait alors été remplacé par un certain Emmanuel Macron.

Le candidat d'En Marche, bien qu'il s'en défende, est aussi un produit du hollandisme : lui aussi doit son ascension au président sortant, dont il a été le secrétaire général adjoint à l'Élysée pendant deux ans, avant d'intégrer le gouvernement, puis finalement d'en sortir pour lancer son propre mouvement politique. Macron, aux yeux de nombreux socialistes, a été l'autre visage, avec Valls du rétrécissement politique de la majorité.

Ce choix a été sanctionné dans les urnes, systématiquement, à chaque élection intermédiaire, des municipales de 2014 aux régionales de 2015. Il l'a aussi été à l'Assemblée nationale, avec ce qu'on a appelé la « fronde » d'une partie du groupe socialiste qui a refusé de voter certains textes, faute de compromis sur des amendements. François Hollande n'en a eu cure. Il n'a même fait qu'approfondir le clivage avec une grande partie de l'électorat qui l'avait porté au pouvoir le 6 mai 2012, en reprenant au FN la proposition d'une déchéance de nationalité pour les binationaux condamnés pour terrorisme, et en lançant la loi sur le travail. Ce même FN que François Hollande entendait contenir grâce à son prétendu atout Manuel Valls, l'homme de la gauche sécuritaire au parler vrai. En 2012, Marine Le Pen obtenait 18 %. Depuis, les derniers scrutins ont porté le FN au-delà des 30 %.



À la fin de ce quinquennat en ruines, il ne reste qu'un électorat déboussolé, qui s'est beaucoup abstenu pendant cinq ans, qui ne sait plus si la politique peut changer quoi que ce soit à son quotidien, et si la gauche a encore un sens ; un parti, le PS, totalement dévitalisé ; des gauches

finalement « irréconciliables », selon l'expression et le souhait de Manuel Valls ; et même un président tellement impopulaire qu'il a renoncé à se présenter, poussé vers la sortie par deux hommes qu'il a promus, Macron et Valls.

Il en est aussi resté des détestations mutuelles et des blessures personnelles. Des militants qui ont distribué des tracts et collé des affiches, bénévolement, et qui se sentent foulés au pied. Des collaborateurs qui ont eu le sentiment de ne travailler pour rien, ou presque, et d'avoir été maltraités au fil des mois. Des figures du PS qui se méprisent.

Les échanges entre socialistes ont été de plus en plus violents pendant le quinquennat. Y compris à l'Assemblée nationale, où le président du groupe PS de l'époque, Bruno Le Roux, menaçait à tour de bras d'exclusion et de sanction, et où les « frondeurs » ont fini par signer des motions de censure contre leur propre gouvernement. La réunion du groupe, l'an dernier, au cours de laquelle le premier ministre d'alors Manuel Valls a jugé que faire un compromis avec le très légitimiste Olivier Faure relevait de la « compromission », signait déjà sans doute la décomposition à venir.

Sur le fond, elle est peut-être souhaitable, tant la confusion idéologique à gauche est dangereuse politiquement, dans un pays où le Front national capte, à chaque élection depuis cinq ans, environ un quart des électeurs. Enfin la clarification tant attendue !, lancent certains socialistes, y compris dans l'équipe de Benoît Hamon. Mais à court terme, à trois semaines du premier tour, et sans être accompagnée d'une dynamique populaire, elle offre un des visages les plus laids de la politique, et ne peut que contribuer à dégoûter davantage les électeurs.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) La rivalité Hamon-Macron menace le PS d'explosion

Avec l'échec programmé du candidat PS et les ralliements en chaîne au leader d'En marche !, l'acte de décès du Parti socialiste se profile. Les esprits s'échauffent déjà sur les législatives.

À moins d'un mois du premier tour de la présidentielle, c'est désormais la question de la survie du Parti socialiste qui est posée. «Le PS sera amené à se scinder entre un petit groupe Front de gauche, écologistes et socialistes et un groupe réformiste», estime le député PS Jean Glavany. Après les ralliements en chaîne à Emmanuel Macron et alors que Benoît Hamon pointe toujours à la cinquième place dans les sondages, les règlements de comptes ont commencé Rue de Solferino. Avec l'échec programmé à la présidentielle, c'est désormais sur la question des législatives que les esprits s'échauffent. Manuel Valls réunit à nouveau ses soutiens mardi. Emmanuel Macron lui a fait savoir qu'il ne souhaitait pas son ralliement.

LE FIGARO · fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Manuel Valls: "je voterai pour Emmanuel Macron"



L'ancien Premier ministre votera Emmanuel Macron le 23 avril 2017 lors du premier tour de la présidentielle. Pourtant, "ce n'est pas un ralliement" mais "une prise de position responsable" face au danger du Front national, a-t-il assuré.

"Non, je ne voterai pas pour Benoît Hamon" le 23 avril 2017, a assuré Manuel Valls sur BFMTV et RMC mercredi. Mais, "oui, je voterai pour Emmanuel Macron" au premier tour de la présidentielle, a confirmé le député de l'Essonne.

"Rien n'est joué pour le premier tour, ni pour le second, dans un climat nauséabond. Je crains une abstention forte, je m'étonne aussi qu'on ne souligne pas plus le risque du Front national (...) Je ne prendrai aucun risque pour la République, pour la France", s'est justifié Manuel Valls alors que les critiques -"minable", "honte" - n'ont pas tardé à fuser au sein de sa famille politique.

"Je le remercie", a répondu Emmanuel Macron sur Europe 1 avant d'insister sur le "renouvellement des visages" et des "méthodes".

"Je ne veux prendre aucun risque", juge Manuel Valls

"Je veux donner plus de forces au candidat réformiste, progressiste", a poursuivi le député de l'Essonne. Pourtant, "ce n'est pas un ralliement" mais "une prise de position responsable" face au danger du Front national. "Je ne veux prendre aucun risque", juge Manuel Valls.

Il a de nouveau critiqué l'"erreur de campagne" de Benoît Hamon, dont la stratégie "consiste à courir

après Mélenchon et taper Macron".



BFMTV@BFMTV
Manuel Valls : "Je voterai pour Emmanuel Macron, je prends mes responsabilités"

Valls ne craint pas d'être exclu du PS

Rejetant les critiques en trahison, Manuel Valls a rappelé que les soutiens de Benoît Hamon avaient tenté durant cinq ans de voter des motions de censure contre son gouvernement. Il a aussi cité Jean-Yves Le Drian ou Bertrand Delanoë pour appuyer l'idée que d'autres figures du PS apportent leur soutien à Emmanuel Macron.

Et ni sa signature de la charte de la primaire qui l'engageait à soutenir le vainqueur, ni ses différences de vue avec Emmanuel Macron ne l'ont retenu de prendre sa décision. "C'est vrai, j'ai évidemment réfléchi (...) L'intérêt supérieur de la France va au-delà des règles d'un parti, d'une primaire, d'une commission", a-t-il expliqué avant de reconnaître des échanges "très francs" avec le leader de En Marche ! durant leur cohabitation au gouvernement.

Pense-t-il être exclu du Parti socialiste? "Moi? Je serais exclu par ceux qui n'ont respecté aucune règle pendant 5 ans?", a ironisé Manuel Valls dans une référence aux frondeurs.



BFMTV @BFMTV
"L'intérêt supérieur de la France va au-delà des règles d'une primaire"

Par ces mots, l'ancien Premier ministre assume sa rupture complète et totale avec le candidat élu de la primaire à gauche Benoît Hamon. Mardi soir face à ses soutiens parlementaires il avait estimé que la faiblesse du candidat socialiste, tombé à 11,5% des intentions de vote selon notre dernier sondage, nécessitait "de prendre ses

responsabilités". Mi-avril déjà il avait fait savoir qu'il ne parrainerait pas Benoît Hamon.

Hamon: "J'avais compris qu'en gagnant la primaire..."

Benoît Hamon a dénoncé mercredi un "feuilleton destiné à (l')affaiblir. (...) On le sait depuis une semaine", a-t-il déclaré sur France 2. "A un moment où la démocratie est en danger, où on constate qu'un grand parti, le Front national, anti-démocratique, pourrait prendre le pouvoir, ne pas respecter le verdict des urnes, ça pose problème", a-t-il lancé.

"J'avais compris qu'en gagnant la primaire, a-t-il ajouté, au regard du projet politique qui était le mien, ma volonté de tourner la page avec des solutions qui avaient jusqu'ici échoué, que ceux qui avaient échoué n'allaient pas me laisser faire campagne tranquillement". "Ce n'est pas pour autant qu'on change de cap", a dit Benoît Hamon.

Rencontre Hollande-Valls

En guerre ouverte avec un candidat socialiste qui l'accuse de lui planter "des couteaux dans le dos", le député de l'Essonne estime chercher la meilleure voie pour assurer l'avenir politique de son nouveau courant au PS.

Vendredi à l'Élysée, Manuel Valls a vu François Hollande pour la première fois depuis décembre, selon des sources concordantes. Pour autant, les proches du président de la République n'ont guère envie de laisser Manuel Valls reprendre un rôle de leader. Mais entre la méfiance d'Emmanuel Macron et l'hostilité de Benoît Hamon, l'ancien Premier ministre a tranché.

Samuel Auffray

bfmtv.com



IV) Les membres du PS qui ne se rallient pas à Hamon seront exclus, menace Cambadélis

Le ton est donné...



Jean-Christophe Cambadélis le 8 décembre à Paris. - Francois Mori/AP/SIPA

Manon Aublanc

Après le ralliement de Manuel Valls à Emmanuel Macron, annoncé ce mercredi matin, le premier secrétaire du Parti socialiste a tenu à clarifier la situation, dans un communiqué de presse publié sur le site du parti, pour les élus suivant le même chemin.

« Il n'y a pas de double appartenance »

Le premier secrétaire du Parti socialiste hausse le ton et clarifie la situation, les élus PS doivent faire un choix, au risque d'être sanctionnés : « Notre position est simple : Benoît Hamon est le candidat issu de la primaire, légitimé par une convention unanime du Parti socialiste. Ceux qui ont rejoint En Marche ! ne sont donc plus au Parti socialiste. Il n'y a pas de double appartenance. Ceux qui parrainent ne peuvent plus s'en réclamer. Et il faut condamner les manquements. »

Face aux nombreux ralliements d'élus PS au candidat d'En Marche !, annoncés depuis le début de la campagne, Jean-Christophe Cambadélis fait le point, sous-entendant que c'est davantage une histoire de médiatisation qu'un réel soulèvement pour Emmanuel Macron : « Treize membres du gouvernement se sont engagés en faveur de Benoît Hamon, 3 pour Emmanuel Macron. 22 députés ont parrainé Emmanuel Macron, 172 Benoît Hamon, et 18 sénateurs contre 53. Un seul Premier fédéral sur 100 a rejoint Emmanuel

Emmanuel Macron. Et on compte à peine une dizaine de Secrétaires de section sur 3500 qui font sa campagne ».

Cambadélis fustige certains « d'enterrer » trop vite le PS

Dans son communiqué, Jean-Christophe Cambadélis a d'abord évoqué l'avenir du parti, que certains pensent déjà disparu avec la défaite « annoncée » de Benoît Hamon : « Notre formation serait morte et enterrée vivante par une défaite annoncée, sondages à la main, par médias interposés (...) Ne concluons pas trop vite au nom des sondages qui ont déjà démontré qu'ils pouvaient être démentis par la réalité. »

Le premier secrétaire a tenu à rappeler l'histoire du Parti socialiste, expliquant qu'une élection « ne dissout pas une Histoire » : « Nous avons perdu en 2002, nous fûmes même éliminés dès le premier tour. Nous nous sommes remis rapidement. Nous avons gagné en 2012, pourtant qui peut dire que le Parti socialiste avait réglé ses problèmes politiques ou stratégiques ? Nous avons été balayés aux élections municipales et européennes, mais nous étions à plus de 23 % aux élections départementales et 24 % aux élections régionales qui ont suivi ».

20minutes.fr



V) La députée Karine Berger accuse Cambadélis de conduire le PS au "suicide collectif" en ne sanctionnant pas Le Drian



Sébastien Tronche
sebastien.tronche@europe1.fr



Karine Berger. © AFP

A moins d'un mois du premier tour de la présidentielle, **c'est tout simplement la crise au PS**. Le parti est divisé, profondément, entre ceux qui soutiennent Emmanuel Macron, et ceux qui restent fidèles à leur parti et font la campagne de Benoît Hamon. Un Benoît Hamon désormais cinquième dans les sondages devancé par Jean-Luc Mélenchon. Ce qui n'améliore pas la situation d'un PS qui soutient Benoît Hamon comme la corde le pendu.

Et alors que Jean-Yves Le Drian, le ministre PS de la Défense, a décidé de **rallier le candidat d'En Marche**, le PS n'a pas pris de sanction. Ce qui irrite la députée socialiste Karine Berger. Elle accuse ce mardi 28 mars dans Le Figaro Jean-Christophe Cambadélis de conduire le PS au "suicide collectif" en ne sanctionnant pas les déserteurs qui quittent Solférino pour En Marche. Elle dit :

A part un suicide collectif, je ne vois pas bien où la direction du parti nous conduit !

Et Karine Berger de dénoncer "le double jeu" du Premier secrétaire du PS, frileux dans les sanctions à prendre contre ceux qui rallient Emmanuel Macron. Sur Jean-Yves Le Drian, la députée PS ne mâche pas ses mots :

Refuser de condamner ce ralliement comme il l'a fait est une attitude inacceptable et incompréhensible. A moins qu'il ne soit dans une périlleuse anticipation...

Sous-entendu, Jean-Christophe Cambadélis anticipe peut-être une défaite de Benoît Hamon dès le premier tour de la présidentielle et la nécessité de négocier avec En Marche en vue des élections législatives afin de construire une majorité. Ce que consent au Figaro Henri Weber, membre de la direction du parti :

Si nous permettons à Hamon de faire le

meilleur score pour arriver troisième, et si ensuite nous soutenons Macron, qui ne semble plus en mesure de tomber sous les 23%, alors le PS sera dans une majorité présidentielle allant d'une partie de la gauche à une partie de la droite.

Pour cela, encore faut-il que Benoît Hamon parvienne à terminer troisième du premier tour. Et c'est pas gagné.

lelab.europe1.fr

Europe 1

VI) Lettre ouverte de Philippe Torretton à Hamon et Mélenchon : "Et nous, on fait quoi ?"



Philippe Torretton (CITIZENSIDE / MICHEL STOUPAK / Citizenside)

L'acteur appelle les deux candidats à l'élection présidentielle à unir leurs forces "afin de ne pas faire partie du club des couillons qui font perdre leur camp ».

Philippe Torretton

Chers Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon,

Cette petite lettre pour vous témoigner mon admiration. Vous êtes tous les deux en campagne, vous arpentez la France, vous répondez à des milliers de questions dont certaines – loin des orientations journalistiques – ont le regard déchirant de la sincérité. Dans le dévouement, vous ne voyez plus vos proches ou si peu, mal, en coup de vent, vous revenez chez vous stressé, crevé, énervé en pensant déjà au meeting ou à l'émission du lendemain. Vous craignez la redite, le mot de trop ou de travers, le faux pas. Vous cherchez des idées neuves, des trucs à faire qui n'ont pas été faits, un hologramme par-ci, un loto de questions par-là, et pourtant l'un comme l'autre vous savez que vous ne gagnerez pas l'élection.

Comment faites-vous ?

Toute cette énergie pour vous disputer la quatrième ou cinquième place au soir du premier tour. Toute cette verve pour ne préparer finalement qu'un seul discours, celui de la défaite avec les consignes de votes pour le tour suivant qui se passera sans vous.

Je vous suis de loin maintenant, car sans union vous ne m'intéressez pas. Je vous entends expliquer que votre programme est juste et prometteur qu'il prépare l'avenir. Vous pourfendez vos adversaires de mots durs, vous pointez leurs incohérences et leurs fourberies, vous faites comme si. Je le concède, je reste estomaqué par votre art de faire semblant.

Si j'avais été à votre place, j'aurais sans doute fulminé contre cet accord qui ne se fait pas, j'aurais tempêté, peut-être même, animé par une conscience vitale d'une urgence à changer la société et pour être conforme à mes déclarations, j'aurais eu l'abnégation de me retirer en invitant solennellement mes concitoyens à voter pour l'autre leader de gauche afin de ne pas faire partie du club des couillons qui font perdre leur camp.

Mais avec vous deux, point de philippiques, au contraire vous avez cru bon d'entériner votre désaccord dans un resto chilien et de sceller un pacte de non-agression.

La défaite en rase campagne certes, mais avec les manières...

La classe !

Et nous alors ? On fait quoi ? Nous qui ne faisons partie d'aucun fan club ? Nous, qui nous refusons à voter Macron dès le premier tour comme nous y invitent pourtant des gens sensés ? Nous qui sommes de gauche quoi que votre hauteur militante puisse en dire ? Que nous proposez-vous ?

On va s'enfiévrer pour une quatrième ou cinquième place ? Donnez-nous vos pilules alors, car à jeun il n'est pas certain qu'on y arrive.

J'ai bien une idée : quitte à perdre, autant voter pour vous deux, c'est-à-dire mettre vos deux bulletins dans notre petite enveloppe, un vote nul mais ne l'est-il pas déjà de toute façon.

Bien à vous,

Philippe Torreton

tempsreel.nouvelobs.com



LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Face au risque d'explosion du PS, Hamon (re)joue la carte de l'union

L'annonce de Manuel Valls de voter Emmanuel Macron précipite la recomposition à gauche. Le PS risque d'être coupé en deux pour de bon. Les proches du candidat PS demandent l'exclusion de Manuel Valls. Mais Jean-Christophe Cambadélis freine et ne veut pas de « Saint-Barthélemy socialiste ».



Par François Vignal

Ultime banderille contre le candidat Hamon ? Ou occasion du « sursaut » pour le candidat qui lance un appel au rassemblement aux électeurs de gauche et Mélenchon ? L'annonce de Manuel Valls de voter pour Emmanuel Macron dès le premier tour de la présidentielle est « une demi-surprise » se rassure les partisans du candidat PS mercredi. Elle n'en fait pas moins l'effet d'une petite bombe.

« Trahison ultime », « sabotage »...

Les soutiens de Benoît Hamon tombent à bras raccourcis sur l'ancien premier ministre, après sa déclaration (voir notre article). « Au fond, c'est quelqu'un qui est mal aimé et décide aujourd'hui une trahison ultime qui fera de lui dans l'histoire quelqu'un en qui on ne peut pas avoir confiance. Il n'a pas réellement de convictions de gauche. Il est seul avec sa conscience aujourd'hui » se lâche le député PS Alexis Bachelay auprès de publicsenat.fr.

« La tentative de sabotage connaît son acte final aujourd'hui » ajoute Mathieu Hanotin, co-directeur de campagne. Avant peut-être d'autres ralliements... On évoque le hollandais Stéphane Le Foll qui pourrait être le prochain gros poisson dans le filet de Macron.

« Benoît Hamon est aussi partie prenante de cette recomposition »

Reste que la décision de Manuel Valls renforce la crise au PS. Au point que le Parti socialiste semble exploser en pleine élection présidentielle.

« Ce n'est pas une bonne nouvelle pour le PS. On est déjà dans une forme de recomposition » reconnaît le sénateur PS Jérôme Durain, proche d'Arnaud Montebourg.

« Ce n'est pas une explosion » corrige la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'équipe de campagne, qui ne se prive cependant pas de renvoyer Valls à « sa longue dérive ». « Il a toujours été hostile à la ligne de rassemblement des forces de gauche et des écologistes en privilégiant je ne sais quel recherche au centre, que Emmanuel Macron a préempté » ajoute la sénatrice PS. Regardez :

« Il y a une forme de recomposition, bien sûr. Mais Benoît Hamon est aussi partie prenante de cette recomposition » souligne pour sa part Alexis Bachelay, qui ajoute qu'« on ne parle pas d'explosion du PS car la majorité des élus et parlementaires sont dans la campagne ». Dans une lettre aux militants, le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis rappelle d'ailleurs que 172 députés et 53 sénateurs PS ont parrainé Hamon et seulement 22 députés et 18 sénateurs Macron (voir notre article sur les parrainages des sénateurs). Le choix de Manuel Valls serait très mal compris chez les militants, assure les hamonistes. « C'est en train de flamber de partout à la base » selon Guillaume Balas, responsable du projet. Comprendre, contre Valls.

Mathieu Hanotin, co-directeur de campagne de Benoît Hamon, renvoie la faute de la division à Manuel Valls. « On a des gens qui choisissent de quitter le PS. Ce sont eux qui fracturent la gauche. Manuel Valls continue son entreprise de fracturation de la gauche ».

Hamon appelle les électeurs et Mélenchon « à réunir leurs forces » aux siennes

Benoît Hamon et son équipe tentent de rebondir positivement. A midi, un peu plus de trois heures après la déclaration de Manuel Valls, une déclaration à la presse est subitement annoncée à l'heure de la pause déjeuner.

Face à ceux qui « ceux qui se prêtent à ce jeu morbide », Benoît Hamon appelle à « réagir ». « J'appelle désormais tous les électeurs, ceux qui sont engagés dans la lutte contre les injustices, j'appelle les sociaux-démocrates intimement attachés au progrès social et à la démocratie, mais aussi le Parti communiste, les communistes et Pierre Laurent, les Insoumis et Jean-Luc Mélenchon, à réunir leurs forces aux miennes » a-t-il lancé (voir la première vidéo), avant de filer prendre son TGV pour un meeting à Lille, aux côtés de Martine Aubry. Dans ces conditions, « le meeting de ce soir est très important. C'est le meeting du sursaut, de l'appel au peuple pour ne pas se laisser confisquer l'élection, notamment par les sondeurs » selon un membre de l'équipe de campagne.

« Mélenchon voulait la tête de Valls & Co. Aujourd'hui, ce blocage n'existe plus »

L'union est-elle encore possible ? « Valls nous rend service » veut croire un responsable socialiste. « Une des conditions demandée par

Mélenchon s'est auto-remplie. Mélenchon voulait la tête de Valls & Co. Aujourd'hui, ce blocage n'existe plus » tente de convaincre un proche de Benoît Hamon. En début d'après-midi, le numéro du PCF, le sénateur Pierre Laurent, défenseur de l'union de la gauche depuis des mois, saisit la balle au bond et appelle à une rencontre entre Mélenchon et Hamon en vue « d'une candidature commune ». De quoi donner corps à l'appel du socialiste. Le Parti radical de gauche juge en revanche « inacceptable » une alliance Hamon/Mélenchon qui « contreviendrait aux engagements pris par Benoît Hamon ».

En appelant Mélenchon encore une fois à se rassembler derrière lui, vantant sa « position centrale à gauche », Benoît Hamon risque pourtant de s'enfermer à nouveau dans les accords d'appareil, alors que les discussions ont déjà échoué une première fois. Mais davantage que Jean-Luc Mélenchon, qu'on n'imagine pas se retirer à moins d'un mois du premier tour, c'est aux électeurs hésitants de la gauche que Benoît Hamon s'adresse. Et ils sont encore nombreux. « Le candidat de la gauche de la gauche ne remportera pas l'élection. Il faut que les Français comprennent que le prochain Président de gauche est à portée de bulletin de vote » affirme le député Jean-Marc Germain, l'autre co-directeur de campagne.

« Valls et ses amis n'ont plus leur place au PS »

Avant de voir si l'opération « sursaut » prend dans l'électorat et permet de remonter la pente des sondages, les soutiens de Benoît Hamon comptent bien régler leur compte à Manuel Valls. « Il y a un besoin de clarification. Il n'est plus possible d'appartenir au PS et en même temps de soutenir Macron » lâche Guillaume Balas après la déclaration de son candidat. Un autre responsable tient le même discours : « Valls et ses amis n'ont plus leur place au PS. Il faudra que toutes les conséquences soient tirées ». « Le PS risque l'explosion si Jean-Christophe Cambadélis ne prend pas les décisions qui s'imposent lundi au bureau national. Ce n'est pas nous qui excluons, ce sont eux qui sont partis » ajoute un autre membre de l'équipe de campagne.

Mais le patron du PS ne semble pas prêt aujourd'hui à couper des têtes. Dans sa lettre aux militants, Jean-Christophe Cambadélis rappelle certes que ceux qui ont rejoint En Marche ! « ne sont plus au PS » car « il n'y a pas de double appartenance ». « Il faut condamner ces manquements » dit-il. Mais le premier secrétaire

